



Une société fluide et ouverte, Des individus stables et épanouis

Note d'orientation du GRID - décembre 2009

En bref

L'accumulation de richesses, de savoirs et de pouvoirs fige la société, épuise la nature et entrave les structures familiales. La vie des générations futures est mise en danger.

Soit nous réagissons, soit nous entrons dans une longue période d'endormissement.

Stigmatiser les financiers est une approche réductrice et ne résout rien, se contenter d'une supposée remise en état de l'environnement n'est pas suffisant. L'ère nouvelle dans laquelle nous entrons réclame une société fluide, organisée en réseaux où chaque individu représente une richesse pour la communauté à condition qu'il accepte d'y apporter sa contribution.

Capitalisons sur nos savoirs et nos talents collectifs pour reconstruire une vie sociale et économique basée sur l'engagement responsable et l'idée que chaque concitoyen constitue une richesse potentielle pour la communauté au grès de son histoire et de ses moyens. Modernisons notre démocratie en conséquence. Misons sur notre va-tout : l'Europe. Donnons-lui de la force au lieu d'attendre que les autres le fassent à notre place : faisons de la maison France un espace efficace et attractif.

10 années d'efforts vont être nécessaires. Ces efforts doivent être répartis équitablement, dans un esprit d'accompagnement et non plus dans un esprit d'asservissement.

Acceptons de penser autrement, transformons le vent de la colère en énergie créatrice et agissons selon nos convictions face aux perspectives prometteuses de l'ère nouvelle qui s'ouvre devant nous.

Constat : accumulation et concentration ont bloqué la société et déstabilisé les individus

Notre société fonctionne au jour le jour et, ce faisant, se départit de ses missions premières, définies par sa devise « Liberté, égalité, fraternité ». Elle démultiplie son énergie au quotidien, avec une absence unique dans son Histoire de perspective et de projection sur le long terme. Elle ne fait que gérer une crise perpétuelle.

Une mécanique complexe organise l'accumulation et la concentration des richesses, des pouvoirs, et des savoirs. Or, privilégier l'accumulation et la concentration, laissant libre cours aux excès et aux gaspillages :

- Les richesses humaines et les ressources naturelles sont gaspillées au service de l'accumulation de richesses ;
- La concentration des moyens conduit à stocker plus qu'à investir. Elle privilégie la rente et sacrifie le progrès ;
- La concentration des pouvoirs fait perdre les repères de la mesure et de l'éthique publique, l'accaparement des savoirs tourne le dos à la recherche fondamentale et à la recherche de sens ;
- La concentration des populations, plus grave encore, produit des inégalités dans la répartition des richesses, abandonne des surfaces exploitables laissées en friches, nourrit le sentiment dangereux de

surpopulation et accélère les dégradations sociales que génèrent l'exploitation de main-d'œuvre à bon marché et la violence sociale.

Les mécanismes de régulations, les contrepouvoirs, le partage des ressources et des savoirs disparaissent inexorablement. La liberté ne sert en l'espèce qu'à susciter la concurrence entre les acteurs sociaux dont le terme est une nouvelle accumulation dont les populations sont toujours plus écartées.

La société se fige et la diversité s'éteint. Les hommes souffrent et les familles, creuset du futur, entrent dans un mouvement chaotique, la nature paie durement les choix commis par d'irresponsables citoyens du monde.

Les riches restent riches, de même leurs enfants et petits-enfants. Les pauvres restent pauvres ainsi que leurs enfants et leurs petits-enfants. Les diplômés protègent l'accès au diplôme.

La classe moyenne, conquête de l'époque moderne, passe par pertes et profits. Les privilèges s'accumulent autour d'un nombre toujours plus réduit de bénéficiaires, au mépris du pouvoir d'achat de celle-ci qui est la base de la richesse de notre économie.

L'égalité des chances, substrat d'une société d'équité, a été abandonnée pour un modèle qui favorise la compétition à outrance, en réalité en faveur du « fils de », et encore, même pas de tous.

Cette concentration entraîne le développement de la pauvreté, les gaspillages humains et matériels et la disparition des contre-pouvoirs... les uns profitent de la loi du plus fort, les autres font au mieux.

Notre vision

Nous sommes désorganisés et pourtant nous sommes en présence de perspectives prometteuses au regard de l'accumulation de potentielle d'innovation sur tous les plans : technologique, sociale et artistique ... seule la dimension politique reste en panne. C'est-à-dire la démocratie contemporaine.

Il est essentiel désormais de s'atteler au respect de l'environnement. Stigmatiser uniquement les financiers et les grands pollueurs est réducteur. À y regarder de près, nous devons aussi remettre en cause notre pratique de la démocratie et de l'économie. L'une comme l'autre ne sont plus adaptées aux contraintes et aux perspectives de la civilisation de l'immatériel dans laquelle nous entrons. Cette ère change notre rapport au temps et la nature de nos désirs.

L'important n'est pas ce que je possède, mais que ce que je suis, ce que j'ai fait et les projets que j'envisage de mener avec d'autres.

Nous pouvons dire nettement que la dimension matérialiste du bonheur humain a été une impasse et qu'il est temps de redécouvrir sa dimension personnelle, immatérielle. La richesse que l'Homme peut apporter à la société est du côté de sa propre personne, être indéfinissable, en devenir et en participation. Ce qu'il possède disparaîtra tôt ou tard, mais ses œuvres passeront l'épreuve du temps.

Cette apparente lapalissade met en relief ce fait que la surpuissance des pouvoirs actuels repose exclusivement sur une vision prédatrice, accumulatrice, d'essence matérialiste, tandis que rien ne dit plus que la richesse matérielle accumulée et concentrée apporte quelque valeur de plus au bien commun.

On a longtemps considéré que le bonheur passait par un minimum matériel, ce qui est juste, pour en arriver à croire que le bonheur se trouvait dans un « maximum matériel », ce qu'on a aussi traduit par le « toujours plus ».

On peut dire que l'accumulation de capital a fini de montrer qu'elle pouvait être extrêmement nuisible, puisqu'elle coïncide avec des moyens énormes de spéculer sur des réussites ou des déconfitures personnelles, industrielles ou même sociétales, voire nationales. Combien d'Etats ont eu à payer le prix fort de guerres économiques ?

Pour notre part, nous nous retrouvons au contraire dans une vision d'une Humanité donnée à elle-même, du don de l'être aux autres et à l'autre. Non pas que ce don soit univoque et donc entièrement gratuit, puisqu'il est réciproque et nécessaire, mais en réalité il remplace valablement un rapport de force fondé sur un avoir par un échange libre, nécessaire, fraternel.

Comment faire évoluer nos institutions pour redonner vie à notre espace social, économique et environnemental ?

L'ère nouvelle que nous abordons impose de favoriser la fluidité d'action (politique, sociale, économique, culturelle) en instaurant un esprit de liberté responsable.

L'ère industrielle a prôné le gigantisme dans une organisation en étoile. L'ère financière, celle que nous devons quitter, rétablit l'ordre hiérarchique, une société divisée en castes. L'ère de l'immatériel réclame de la fluidité, dans un esprit de coopération en réseau. Elle se base sur des indicateurs non plus exclusivement financiers, mais aussi environnementaux, sociaux et démocratiques.

La structure en réseaux favorise le mouvement et la stabilité (un élément tombe, la toile s'adapte). Le mouvement c'est la mobilité sociale, la capacité d'agir, d'imaginer, de réfléchir, d'innover au grès des besoins et des rencontres, la pollinisation croisée en permanence.

Le mouvement c'est la liberté créatrice, l'expérimentation, l'évaluation, la coopération, l'adaptation. Une société du mouvement est une société qui donne les moyens, qui accompagne et qui oriente. C'est une société bienveillante car elle y a tout intérêt : la coopération est source de valeur.

L'Europe s'est développée sur une certaine idée de la paix. Cette idée doit être renforcée et adaptée aux nouvelles réalités où les guerres ne sont plus seulement militaires, mais multiformes et permanentes. La France, en raison de sa position et de son poids, se doit d'y être exemplaire et moteur. Pour cela la maison France doit être attractive et efficace.

Le désordre actuel constitue une chance à condition de mobiliser l'effort de tous. C'est à ce prix que nous allons pouvoir rendre flexible ce qui est rigide et attractif ce qui semble impossible.

Ceci va être fait parce qu'ensemble nous avons acquis la conviction que le consumérisme, outre ses terribles offenses à la nature, assèche la vie sociale et spirituelle et que le progrès technique n'est pas sans faille.

L'enjeu

Nous sommes rendu à une situation où, soit nous entrerons dans une période d'endormissement de plusieurs siècles, soit nous décidons de moderniser rapidement notre vie sociale, économique et politique.

Un nouveau pacte social alliant : protection minimale accordée à tous, protection complémentaire obligatoire et incitations à la responsabilité individuelle, sera mis en œuvre. La stabilisation des individus face aux aléas de la vie, sera le contrepoint d'une société de fluidité.

Cette option nécessite la coopération de tous. Nous avons à cœur de promouvoir cette coopération par la règle, l'exemple et l'accompagnement. Elle ne laissera personne sur le chemin de l'oubli, de la résignation ou du découragement. Elle n'exonère personne de l'effort à consentir. Cet effort sera réparti de façon équitable entre les générations et les différentes sphères sociales.

Ceci n'est possible que si nous parvenons à convertir le vent de révolte en énergie régénératrice, orientant les efforts de tous vers un même but : la construction d'une société qui considère chaque individu comme un contributeur dans un environnement qui est le patrimoine de l'humanité. Ainsi nous tournerons le dos à une société caricaturale, basée sur l'élimination et la normalisation.

Notre modèle de société pour la France dans 10 ans

La France doit s'imposer comme un pays exemplaire et attractif au sein de l'Europe, portée par une administration qui favorise l'activité, l'organise de façon démocratique et accompagne les projets.

Enracinée dans l'esprit collaboratif de notre époque, elle se méfie des concentrations de toutes natures au profit de structures réactives qui ne craignent pas la remise en cause.

C'est une société en réseau adaptée, à une économie basée sur les savoirs, les talents et la valorisation des patrimoines de toute nature.

C'est une société du partage, attentive à la diversité en matière de culture et de savoirs, la « nouvelle matière première » de cette forme d'économie émergente.

C'est aussi une société attentive à ne laisser tomber personne. Elle passe de l'assistanat à l'accompagnement. De la normalisation réductrice à l'adaptation réaliste et efficace.

Le 21^e siècle doit en finir avec les guerres financières du 20^e siècle car la guerre des talents a déjà commencé. Elle repose notamment sur l'attractivité des territoires pour ceux qui y vivent.

Des priorités convergentes

Capitalisons sur l'expérience en matière de démocratie accumulée durant plusieurs siècles. Adaptons là aux contraintes du 21^e siècle : profitons des opportunités de la « production intelligente » (immatérielle, coopérative, déconcentrée), démultipliée par l'accès aux savoirs, au partage d'expérience, à la coopération (culture du partenariat).

Misons sur les atouts de l'Europe, amplifions les.

Donnons un autre chemin à la mondialisation en démontrant la nécessité de passer au développement responsable. Ne subissons pas la limitation des ressources, l'accélération du temps, les désordres démographiques et économiques. Organisons, les ressources actuelles et imaginons celles du futur. Donnons nous du mal à nous faire du bien, mais ne nous faisons pas mal en croyant en faire....

Avec ingéniosité, l'occident est parvenu à éradiquer ses famines. Nous devons à présent nous atteler à éradiquer les crises financières et leurs effets désastreux sur les hommes et l'environnement. L'Europe dans son ensemble pèse un poids significatif pour influencer sur le sens de l'histoire. Les français, fortement touchés, doivent exiger des comptes et soutenir les actions qui contribuent à barrer la route à ce fléau.

Le progrès technologique n'a jamais détruit des emplois. Il a permis de remplacer des tâches fastidieuses ou dangereuses par des métiers intéressants. Poursuivons cette évolution.

La recomposition de notre tissu économique demeure notre priorité. Reconstruisons le de manière à ce qu'il soit souple, basé sur la coopération et l'engagement dans des projets à taille humaine.

Sans trahir notre éthique et dans le respect de notre trajectoire culturelle, nous privilégions le pragmatisme, le réalisme et la constance. C'est par cette voie que nous commencerons à barrer la route à la pauvreté rampante qui gagne nos familles.

Eradiquer la pauvreté serait naturellement idéal, mais la combattre est déjà un objectif ambitieux. Ne pas produire de CO² serait évidemment préférable, mais s'organiser pour en produire de moins en moins est évidemment une priorité plus accessible.

Volet économique

Le rayonnement d'une économie prend ses racines dans une activité domestique forte et stable. À l'ère des ressources immatérielles, l'innovation collaborative impose de nouvelles formes de prise de risques en matière d'investissement. Elle exige une gestion des talents, des savoirs et des capitaux qui passe par une nouvelle approche de l'entrepreneuriat. Nous devons recentrer nos institutions en conséquence en les confortant dans leurs attributions de facilitateur et de stratège. Car une économie dynamique est organisée et fluide.

La finance est au service de l'économie. Elle ne peut créer de la richesse qui ne soit pas adossée à la réalité. Nous devons travailler avec nos partenaires européens et ainsi peser sur le monde pour réduire les disfonctionnements financiers dans lesquels nous nous trouvons engagés.

La création de valeur générée par les territoires doit être employée en priorité sur ce même territoire. C'est à ce prix que nous pourrions servir les objectifs sociaux auxquels nous aspirons. C'est d'ailleurs selon cette logique que les pays en développement émergent et nous devons les soutenir.

En matière d'entrepreneuriat, le droit à l'erreur doit être considéré comme une période de bonification. Le recyclage rapide des talents et des savoirs acquis durant une expérience non concluante contribue à accompagner le mouvement de la vie entrepreneuriale. Les institutions y veillent, ce qui implique un recadrage de leurs missions actuelles.

Volet social

Chaque citoyen constitue une richesse pour la communauté. À ce titre, la communauté lui permet de contribuer pleinement à la vie commune. Selon les projets de chacun et de ses moyens, chaque contribution est prise en considération non pas dans un esprit de compétition faussement ludique, mais simplement de dépassement de soi, dans le souci de l'intérêt général.

Au-delà de l'aspect financier, nous encourageons la vie sociale de tous, notamment par la contribution sous toutes ses formes, car l'isolement fait le lit des abus et de l'exploitation.

En clair, nous privilégions un revenu minimum assorti d'une contribution minimum. Ces contributions sont orientées vers des tâches qui fluidifient la vie des citoyens ou qui favorisent la préparation du futur. Conçues en réaction au système d'isolement actuel, elles ont surtout pour vocation de favoriser la circulation des hommes, des savoirs et des idées. De ce fait elles favorisent l'intégration permanente de chacun à la vie collective.

Ceux à qui la chance sourit particulièrement doivent rendre à la communauté, à proportion de ce qu'ils ont reçu, une part de la richesse obtenue grâce aux conditions favorables créées par les autres.

De même qu'il n'existe pas de sot métier, il n'existe plus de différence dans les statuts concernant l'appréhension de l'avenir, de la santé, de l'activité professionnelle. Il existe seulement des choix familiaux et professionnels et ils ne sont pas définitifs.

Les corporations établies et celles en émergence veillent à la probité de leurs membres et à l'actualisation permanente des savoirs et de l'état de l'art. En ce sens leur rôle social est renforcé et reconnu.

La mutualisation de la protection sociale fait partie de notre pacte républicain. Son détournement à des fins individuelles est un coup porté à ce pacte, ciment de notre cohésion. Aucune corporation, aucun statut ne peut en revendiquer une part excessive au détriment des autres. Cette compétition sociale est aussi irresponsable que la compétition pour accaparer la richesse, le pouvoir ou le savoir. Nous devons repenser notre système de manière mieux l'intégrer dans notre réalité économique et culturelle et mieux responsabiliser les citoyens.

Le rejet des carcans normatifs stéréotypés, l'aspiration à la tolérance, au droit à la différence, au respect de l'environnement, de l'altérité et des cultures, sont autant d'expressions du refus de laisser réduire l'Homme à sa seule dimension matérielle standardisée.

Volet international

La France en tant que nation est consciente de son interdépendance avec les autres nations. Elle en fait l'axe principal de sa doctrine internationale. Cette interdépendance est facteur de paix et d'enrichissement via les échanges entre les hommes, les cultures, les savoirs et les intérêts vitaux.

La France défend cette position en s'appuyant sur sa place au sein de l'Europe, et la place de l'Europe dans l'échiquier international. La prévention des crises et le rayonnement de l'Europe, en tant que modèle social de développement, orientent le contenu de nos contributions.

Les relations entre nations doivent se baser sur la réciprocité, le respect mutuel, et l'affirmation du droit de tous à jouir de leur propre modèle social de développement avancé, dans le respect concerté des générations futures.

Volet démocratique

Notre démocratie doit évoluer de manière à ajouter à la représentativité des territoires une juste représentativité de la diversité de nos citoyens (sexe, âge, métier, défense d'intérêts collectifs ...).

Elle prend sa légitimité auprès des citoyens grâce à des débats ouverts et des contre-pouvoirs indépendants, efficaces et responsabilisés. La recherche du consensus est privilégiée.

Elle se réorganise de manière à trouver un équilibre entre la légitimité verticale (la pyramide des mandats) et horizontale (l'audience dans les médias publics collectifs).

Les partis politiques, les think tank et les autres formes associatives sont organisés de manière à favoriser une réflexion collaborative qui ne craint pas l'innovation et la confrontation des idées et l'expérimentation. Acteurs à part entière de la mobilité sociale et intellectuelle, ils disposent de moyens et rendent des comptes.

Les relations entre les élus et les électeurs reposent sur des contrats adossés à un état des lieux en début et en fin de mandat. Ainsi, les programmes électoraux ne sont plus une liste d'allégations, mais un plan d'action, modélisé et argumenté. L'évaluation objective et transparente doit redonner la confiance et donc la capacité à agir dans la légitimité.

Les mandats électoraux, par principes non cumulables, sont considérés comme une période que l'élu dédie à la communauté, en aucun cas elle ne peut être considérée comme une carrière ou la marque d'un bénéfice, d'une charge.

En contrepartie, la société garantit à ses élus la réinsertion dans la vie économique et sociale en accompagnant leur projet de vie comme pour tout autre citoyen.

Les pouvoirs publics

Ils assurent la protection (sociale et physique) des habitants dans le respect de la personne humaine et du droit. Les politiques publiques sont entièrement orientées vers la dynamisation et la structuration de la vie sociale, culturelle et économique dans le cadre d'objectifs et de stratégies partagées et en associant la population aux décisions. Les réformes visent la simplification et la réorientation des forces, dans un esprit de contribution de tous.

Les pouvoirs et leurs contre-pouvoirs sont démocratiques, soutenables, éthiques. Tout manquement à ces principes doit être sanctionné. C'est le ciment du pacte social et des principes du bien vivre ensemble.

Ceci est l'ébauche d'une vision à 10 ans du projet de société dessinée au GRID.

Si vous souhaitez contribuer et participer à ce travail collaboratif, envoyez un mail à l'adresse suivante : contact@legrid.fr .